

Brown, Bruce, *Marx, Feud and the Critique of Every Day Life. Toward a Permanent Cultural Revolution*, Monthly Review Press, New York and London, 1973, 202 p.

André Vachet

Volume 6, Number 1, 1975

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700530ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700530ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vachet, A. (1975). Review of [Brown, Bruce, *Marx, Feud and the Critique of Every Day Life. Toward a Permanent Cultural Revolution*, Monthly Review Press, New York and London, 1973, 202 p.] *Études internationales*, 6 (1), 129–131.
<https://doi.org/10.7202/700530ar>

intellectuelle les intellectuels américains, car ceux-ci prêtent peu d'attention aux minorités blanches. Ces minorités ne recouvrent pas un aspect *radical-chic*. Il va sans dire que pour des raisons semblables, beaucoup d'académiciens canadiens refuteront ce livre.

Ivan M. MYHUL

Science politique,
Université Bishop

NEILL, Robin, *A New Theory of Value : The Canadian Economics of H. A. Innis*, University of Toronto Press, 1972, 159p.

Quelque peu à contre-cœur, Robin Neill offre une clef à l'énigme Harold Innis. « Canadian Economics » ne signifie ici rien d'autre que l'ensemble des débats sur la politique nationale, auxquels l'historien Innis a fourni une clarté indispensable. En voulant élaborer une nouvelle théorie économique, Innis n'a réussi qu'à s'empêtrer dans des discussions insaisissables sur l'épistémologie et la philosophie de l'histoire. Les questions de cet ordre qu'il a voulu poser sont importantes, mais l'historien qui s'en préoccupe risque fort de diminuer son talent pour l'analyse des faits historiques. Robin Neill cite (p. 85) une carte postale de C. R. Fay à Innis en 1940, commentant les effets de ces préoccupations : History à la Innis, Cod Fisheries, p. 212. Top. « The influence of the imperialism of Rome and the Mediterranean made itself felt in the destruction of Republican institutions and the birth of Christ, A.D. 1. »

Innis a voulu tirer de la science économique les solutions des problèmes de l'histoire économique du Canada, mais chaque phénomène historique est seul en son genre et ne s'explique que grâce aux méthodes de l'historien. La théorie peut offrir des hypothèses à l'historien et lui en assurer la cohérence logique, mais ne peut pas remplacer la vérification laborieuse et indécisive par la méthode historique.

Malgré son mécontentement de la théorie économique, Innis l'a utilisée avec succès, en prenant les précautions requises, comme aide à l'étude de l'histoire. Innis eut du flair pour l'influence des institutions sur l'histoire économique. Son œuvre est très importante pour les études internationales parce qu'il éclaircit les relations économiques entre les métropoles et les régions périphériques. Harold Innis était inquiet et ses préoccupations ont créé des obstacles à la compréhension de son œuvre. Les lecteurs de Robin Neill auront l'accès beaucoup plus facile parce qu'ils sauront les raisons de l'obscurité.

H. R. C. WRIGHT

Économique,
Université McGill

BROWN, Bruce, *Marx, Freud and the Critique of Every Day Life. Toward a Permanent Cultural Revolution*, Monthly Review Press, New York and London, 1973, 202p.

Qui chercherait dans le petit volume de Bruce Brown une étude savante et technique sera très certainement déçu. Comme celui d'ailleurs qui l'aborderait pour y découvrir quelques thèses nouvelles. Là n'est pas son intérêt ni son propos. Il s'agit plutôt implicitement d'un bilan ou d'un état des principales positions qui ont marqué la pensée de la Nouvelle gauche américaine depuis dix ans. C'est pourquoi, d'ailleurs, l'on se réfère non seulement à Marx et à Freud mais tout autant à Wilhelm Reich, Herbert Marcuse. Eric Fromm, Max Horkheimer, Theodor Adorno, Jurgen Habermas, Georges Lukacs, Henri Lefebvre, etc. Ainsi l'on découvre l'articulation des différentes influences et des thèses de la pensée de la Nouvelle gauche.

Tout commence par un règlement de compte avec le marxisme « traditionnel » qui se concentre trop exclusivement sur l'exploitation économique et l'oppression po-

litique délaissant ainsi la « totalité » de la vie sociale où se joue la subjectivité des acteurs sociaux (pp. 13 et 15). Là le culturel, l'imaginaire, le psychologique, même « l'essence humaine », retrouvent leur priorité et deviennent les fondements d'une nouvelle perspective révolutionnaire, celle de la révolution culturelle qui vise à dépasser la séparation entre l'individuel, le personnel et le politique. C'est là une position qui implique une relecture radicale de Marx, une relecture faite d'abord et avant tout au travers de l'œuvre de Marcuse et surtout de Reich dont « la théorie de la révolution culturelle apparaît comme un préalable fondamental à la libération sociale » (p. 33). Ainsi la psychanalyse dépouillée de son appareil thérapeutique intégrateur devient la base pour toute nouvelle théorie critique de la société.

Cette nouvelle théorie critique a pour principal pilier l'œuvre d'Herbert Marcuse curieusement prolongée par l'*Introduction à la critique de la vie quotidienne* d'Henri Lefebvre. Ici les thèses de Marcuse, celles d'*Éros et civilisation* tout autant que celles de l'*Homme uni-dimensionnel*, sont reprises presque sans commentaires : principe de rendement, sur répression, intériorisation de la répression, désublimation répressive, etc.

Ce renouvellement de la théorie critique qui privilégie les bases psycho-sociales au dépens des structures économiques, sociales et politiques implique une nouvelle approche de la Révolution qui repose moins sur la lutte des classes que sur une reprise de la culture pour la transformation du milieu psychologique de l'individu et de la société. Une telle conception tient à une vision individualiste et psychologique de l'aliénation et de la désaliénation qui n'est pas sans surprendre, d'autant plus que l'auteur semble l'accepter *a priori* sans en démontrer la nécessité.

Mais on comprend comment l'on peut aussi facilement croire que la voie de la Révolution passe par les micro-sociétés auxquelles a donné naissance la Nouvelle gauche. Micro-sociétés où, il est peut-être

vrai, des individus peuvent se dégager de la société bureaucratique de consommation dirigée et faire l'apprentissage de la responsabilité. Micro-sociétés où l'on peut peut-être « *discern the creation of a micro-political base for the formation of a new revolutionary culture and consciousness* » (p. 180), mais où l'on voit mal comment peut se faire le saut de l'individu ou du micro-groupe à la société globale (mondiale) avec sa puissance d'intégration et de répression. L'on devine maintenant comment les « communes » issues du mouvement *hippie* ou de la contestation sexuelle, politique et économique de la Nouvelle gauche ont été une libération pour bien des individus, mais il est impossible d'y voir l'axe de transformation radicale de la société.

Serait-il trop sévère de prétendre que la vision et la stratégie de la Nouvelle gauche prolongent, sur un mode spécifique, les processus qui ont produit plus d'une tentative de remédier aux problèmes sociaux dans les milieux influencés par le protestantisme et le libéralisme ? Dans cette conception, et le scoutisme en est l'illustration parfaite, le « problème social » se ramène à ses éléments individuels, il s'agit donc d'isoler ceux-ci par une sortie du milieu, par une quarantaine purificatrice pour l'éliminer. Ce qui peut être juste sur le plan individuel, mais qui laisse intact le plan collectif. Il y a là une approche qui tient au mythe du *self-made man* américain et de l'illusion de la mobilité sociale comme s'il y avait une impossibilité à penser le social comme totalité et cela malgré une conceptualisation et un vocabulaire d'origine marxiste.

Cet ouvrage permet de voir comment la Nouvelle gauche, malgré ses prétentions radicalistes demeure prisonnière du climat idéologique et culturel qui lui ont donné naissance. Malgré ses mérites, il déçoit. L'analyse théorique, d'une part, s'inféodalise trop facilement à des sources qui ne vont pas sans contradictions et, d'autre part, elle cesse trop rapidement d'être cri-

tique, c'est-à-dire qu'elle abandonne à mi-chemin l'analyse théorique pour la propagande d'une forme d'action politique qui présente déjà tous les signes de l'échec.

André VACHET

Science politique,
Université d'Ottawa

SIMEON, Richard, *Federal-Provincial Diplomacy. The Making of Recent Policy in Canada*, University of Toronto Press, 1973, 324p.

C'est l'édition de 1973 d'un ouvrage qui, lorsqu'il parut en 1972, fut l'objet d'appréciations fort élogieuses. L'auteur l'a mis à jour jusqu'à juin 1971, c'est-à-dire au moment du rejet par le Québec de la Charte de Victoria. Dans une courte préface écrite en 1973, il note qu'il y a eu bien des changements dans la vie politique canadienne, en particulier l'arrivée de « nouveaux joueurs », c'est-à-dire de nouveaux premiers ministres provinciaux et le développement d'une *western alienation*, mais, écrit-il avec raison, « *the specific debates change, but the process remains central to Canadian politics* ». L'ouvrage demeure donc fondamental et plus que tout autre il appartenait à une collection consacrée à la structure du pouvoir, sous l'aspect du *decision-making in Canada*.

On sait que ce n'est pas dans les textes constitutionnels qu'on peut étudier le véritable fédéralisme canadien. Pendant longtemps, ce fut, en bonne partie, dans les décisions judiciaires et il se peut que, depuis quelques années, ce soit à l'intérieur d'une sorte de diplomatie fédérale-provinciale analogue à celle qui existe entre les États. C'est à ce sujet qu'est consacrée l'étude de Richard Simeon qui fut, à l'origine, une thèse de doctorat à l'Université Yale. L'auteur a volontairement circonscrit son sujet dans le temps et dans l'espace. Son étude débute au printemps de 1963 au moment de l'élection des libéraux avec M. Pearson et elle

se termine, comme nous l'avons vu, au moment du rejet de la Charte de Victoria. Elle porte surtout sur cinq provinces jugées avec raison plus révélatrices que les autres : Québec, Ontario, Manitoba, Colombie-Britannique et Nouveau-Brunswick.

Après avoir rappelé rapidement le contexte social et institutionnel canadien, l'auteur étudie successivement trois grandes questions à l'intérieur desquelles se sont surtout manifestés les problèmes des relations fédérales-provinciales : le régime des rentes, les négociations qui ont abouti aux accords financiers pour 1967-72 et les négociations pour une révision constitutionnelle qui se sont terminées par l'échec de Victoria. Ces chapitres qui sont avant tout historiques sont bien documentés et sont basés sur des renseignements de première main provenant de documents et de nombreuses entrevues.

L'auteur se livre ensuite à des analyses détaillées remplies de constatations intéressantes qui aboutissent à un chapitre de conclusions générales. Il est sûr qu'à l'intérieur du mécanisme des relations fédérales-provinciales, le Canada a connu, depuis quelques années, une nouvelle répartition des compétences qui, en réalité, témoigne d'une augmentation du pouvoir des provinces. Ce qui se rapproche le plus de cette expérience canadienne, c'est celle du Marché commun en tenant compte du fait que, dans le premier cas, c'est un phénomène de désintégration et, dans le second, un phénomène d'intégration. Nous sommes presque en face d'une nouvelle forme d'exercice du pouvoir politique qui offre souvent l'inconvénient du secret et qui exige une difficile coordination. Il reste que tant que le fédéralisme canadien continuera d'exister avec toutes les composantes actuelles, les négociations fédérales-provinciales demeureront un des plus importants facteurs de son fonctionnement. Cela est vrai pour le Québec comme pour toutes les provinces et il est bon de souligner que l'auteur traite du problème spécial de la province française du Canada avec objectivité et compréhens-